

SOMMET SYNDICAL MONDIAL SUR LA FISCALITE

La fiscalité nous concerne tous

17-18 septembre 2015, Genève, Suisse



NOTE CONCEPTUELLE

En septembre prochain, l'Internationale des Services Publics, la Friedrich-Ebert-Stiftung, les syndicats du monde entier et les dirigeant(e)s de nos partenaires de la société civile se réuniront pendant deux journées à Genève, afin de débattre des récentes évolutions à l'échelle mondiale, ainsi que des opportunités sans précédent qui s'offrent aux travailleurs/euses et au monde syndical dans la lutte pour la justice fiscale.

Les impôts sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée. En effet, les impôts permettent de financer les établissements scolaires, les soins de santé ou encore l'eau – autant de services essentiels pour nos communautés –, ainsi que les infrastructures, les routes, les ports et l'énergie – indispensables au bon fonctionnement de nos économies. Les impôts promeuvent la stabilité en finançant la justice, sont contraignants pour les plus puissants grâce aux autorités réglementaires, et offrent des opportunités en veillant à ce que des services publics de qualité soient disponibles en fonction des besoins, et non de la capacité à payer. Les impôts redistribuent les richesses, de façon à ce que le pouvoir et les privilèges ne soient pas concentrés dans les mains d'une poignée de personnes. En bref, les impôts financent la démocratie.

Cependant, notre système fiscal actuel ne parvient plus à atteindre ces objectifs. Il ne génère pas les revenus nécessaires pour éviter les dettes ou l'austérité qui nuit à notre société. Dans les pays en développement, il n'est pas parvenu à garantir les fonds nécessaires à un développement adéquat et équitable. Des revenus inadéquats entraînent – et viennent justifier – la privatisation et l'intrusion du secteur privé dans la fourniture des services publics, et ce, malgré l'inefficacité avérée du secteur privé et les maigres résultats sur le plan social.

Le fossé des inégalités se creuse, tandis que les plus riches de notre monde parviennent à ne pas payer leur juste part de l'impôt en se réfugiant dans des paradis fiscaux à l'étranger. Les entreprises multinationales, qui génèrent des bénéfices toujours plus importants, manipulent leurs comptes et leurs structures commerciales, en vue d'exploiter des vides juridiques, et se livrent ainsi à un vol massif des communautés qui ont généré ces richesses. L'évasion fiscale et la corruption entretiennent un lien de plus en plus étroit.

Ce sommet arrive à un moment unique de notre histoire. Ces dernières années, les scandales fiscaux sont devenus monnaie courante. En l'espace d'un an, de nouveaux Objectifs de développement durable et un nouvel accord sur le changement climatique verront le jour, autant d'engagements qui nécessiteront une importante mobilisation des ressources pour s'avérer fructueux.

Parallèlement, le programme de financement du développement et l'analyse par le G20 et l'OCDE des règles fiscales applicables aux multinationales, seront bientôt finalisés. Les impôts n'ont jamais revêtu une telle importance.

Nous tenons à rappeler que le mouvement syndical a joué un rôle de taille dans le projet radical d'Etat providence, qui a permis la création d'un nouveau système d'impôt progressif. Aujourd'hui, c'est un défi similaire qui se dresse devant nous : mettre en place un système fiscal qui reflète les besoins des populations dans cette nouvelle ère où règnent les capitaux mondiaux.

Ce sommet se penchera sur les questions fiscales mondiales selon la perspective des travailleurs/euses et du monde syndical. Les participant(e)s à cet événement pourront assister à des présentations d'experts et à des débats stratégiques sur le rôle joué par les multinationales, identifier les acteurs des autorités publiques nationales et internationales, qui ont mis en place les réglementations actuelles inadéquates, mettre en lumière des alternatives et s'engager à mener des actions.

Ce sommet s'appuiera sur le mouvement en faveur de la justice fiscale, déjà considérable et qui ne cesse de gagner en ampleur, et notamment sur la Déclaration de Trento récemment publiée par la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (*Independent Commission on the Reform of International Corporate Taxation*, ICRICT) <http://www.icrict.org/>, ainsi que sur le travail accompli par l'Alliance mondiale pour la justice fiscale : <http://www.globaltaxjustice.org/>.

Ce sommet est destiné aux dirigeant(e)s syndicaux du monde entier, qui souhaitent trouver des solutions viables et renforcer le pouvoir politique, afin de veiller à ce que les plus riches paient leur juste part de l'impôt. Les participant(e)s seront invités à s'engager à mettre en place des actions à leur retour dans leur pays, en nouant notamment des partenariats avec des organisations de la société civile et d'autres syndicats, en influençant les centrales syndicales internationales et en menant des activités de plaidoyer auprès des organismes publics à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Pour de plus amples informations, merci de contacter :

Daniel.Bertossa@world-psi.org

ou

Veronika.Tober@world-psi.org